

**Arrêté n° AE-F09322P0297 du 04/11/2022**  
**Portant décision d'examen au cas par cas**  
**en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 à R122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2022-10-03-0001 du 03/10/22 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09322P0297, relative à la réalisation d'un projet de réalisation d'un forage de plus de 100m sur la commune de Grambois (84), déposée par la société Aqua Nostra Forages, reçue le 04/10/2022 et considérée complète le 06/10/2022 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 07/10/2022 ;

**Considérant la nature du projet**, qui relève de la rubrique 27d du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en la réalisation d'un forage à environ 100 m de profondeur ;

Considérant que ce projet a pour objectif de permettre l'irrigation d'un jardin ;

**Considérant la localisation du projet :**

- à l'intérieur du parc naturel régional du Lubéron,
- dans la réserve de biosphère du Luberon Lure,
- à environ 700 m de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) terre type II n°930020327 « Plaine de la Bastide-des-Jourdans à Beaumont-de -Pertuis »,

**Considérant le cadre réglementaire dans lequel s'inscrit le projet**, qui est concerné par :

- les procédures et déclarations auxquelles sont soumis les travaux de forages,
- les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 02 février 1996 et fixant les prescriptions applicables aux sondages, forages, création de puits ou

d'ouvrages souterrains soumis à déclaration ;

Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement.

## **Arrête :**

### **Article 1**

Le projet de réalisation d'un forage de plus de 100m situé sur la commune de Grambois (84) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à la société Aqua Nostra Forages.

Fait à Marseille, le 04/11/2022.

Pour le préfet de région et par délégation,  
Pour le directeur et par délégation,  
L'adjoint à la cheffe d'unité évaluation  
environnementale

Laurent BELLONE



**La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.**

**Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :**

**- Recours gracieux :**

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône  
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
Secrétariat général  
16, rue Zattara  
CS 70248  
13331 - Marseille cedex 3

**(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet**

**de suspendre le délai du recours contentieux)**

**- Recours hiérarchique :**

Madame la Ministre de la transition écologique et solidaire

Commissariat général au développement durable

Tour Séquoïa

1 place Carpeaux

92055 Paris – La-Défense Cedex

**(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)**